

LUTTER CONTRE LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DU COVID-19 : SOLUTIONS POLITIQUES ET OPTIONS EN VUE D'UNE RÉPONSE ET D'UNE RELANCE SENSIBLES AU GENRE



KB Mpofu / ILO

Résumé

Ce document de politique générale présente des nouvelles données concernant les incidences de la pandémie de COVID-19 sur l'autonomisation économique des femmes. En complément d'un document distinct portant sur la politique adoptée par ONU Femmes face au COVID-19 et à l'économie du soin, il examine les répercussions économiques immédiates selon le sexe, y compris les fractures socio-économiques croissantes et des priorités nationales et internationales changeantes pour l'attribution des ressources, ainsi que les implications à long terme sur l'emploi et les moyens de subsistance des femmes. Ce document formule des recommandations qui doivent être prises en compte par toutes les parties prenantes, qu'il s'agisse des gouvernements ou des organisations internationales, des organisations du secteur privé ou de la société civile, afin de garantir les droits économiques des femmes pendant la crise de la santé publique et dans les plans de relance et de résilience. En s'appuyant sur les dernières données et recherches, ce document présente des exemples de mesures déjà adoptées.

Comment le monde évolue-t-il dans le contexte du COVID-19?

Le nombre de cas confirmés de COVID-19 a atteint plus de 27,4 millions le 9 septembre 2020, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS).¹ La pandémie **met à dure épreuve les systèmes de santé et de soins, élargissant les fossés socio-économiques, imposant un changement des priorités.** A court terme, ces dynamiques posent un défi pour la distribution équitable et efficace des soins et de la protection des travailleurs du domaine de la santé, elles entravent la mobilité, accroissent les inégalités et redéfinissent les priorités des institutions des secteurs public et privé, y compris les financements. Les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée, notamment celles qui subissent aussi des préjudices en raison de leurs revenus, de leur âge, de leur race, de leur lieu d'habitation, de leur statut migratoire, de leur handicap, de leur orientation sexuelle et de leur état de santé. Un leadership féministe est nécessaire pour veiller à ce que les droits économiques et sociaux des femmes et des filles deviennent des priorités de la réponse immédiate et des mesures de relèvement et de résilience.

ONU Femmes a synthétisé les résultats et données des recherches les plus récentes sur les répercussions du COVID-19 selon le sexe, et formulé des recommandations exhaustives pour « reconstruire plus solide » dans les synthèses additionnelles suivantes (disponible sur la page web de [la série des Notes de politique d'ONU Femmes](#)) :

- Le COVID-19 et l'économie du soin : Action immédiate et transformation structurelle en vue d'une relance sensible au genre
- Le COVID-19 et la violence contre les femmes : Lutter contre la pandémie de l'ombre
- Le COVID-19 et le leadership des femmes : Passer d'une réponse efficace à une reconstruction plus solide
- Une réponse urgente au COVID-19 : La participation importante des femmes aux processus de paix et de cessez-le-feu

Une crise économique d'une ampleur sans précédent

La pandémie du COVID-19 met à rude épreuve les systèmes de santé, accroissant les fossés socio-économiques et redéfinissant les priorités stratégiques des gouvernements, des organisations de la société civile et des entreprises privées. Les conséquences économiques de la crise sont inquiétantes. Les marchés sont en chute libre, les chaînes d'approvisionnement ont été perturbées, les entreprises doivent fermer ou réduire leurs opérations et des millions de personnes perdent leur emploi et leurs moyens de subsistance à cause de cette crise.

Le choc provoqué par le COVID-19 du côté de l'offre a frappé l'économie mondiale à un moment où elle était déjà mise à mal par des inégalités croissantes des richesses et des revenus, une fragilité financière et des dettes grandissantes.⁴ Les pays en développement sont notamment confrontés à des défis importants pour déployer toutes les politiques fiscales et monétaires nécessaires pour endiguer le virus et prévenir une dévastation économique. De nombreux économistes pensent que l'impact économique de la crise sera considérablement plus grave que celui causé par la crise financière mondiale de 2008/2009.⁵ Les économies en développement, surtout les pays fragiles et touchés par les conflits, seront particulièrement touchés compte tenu de leur dépendance vis-à-vis de la croissance fondée sur les exportations, le tourisme et les envois de fonds. Les flux d'investissement mondiaux et les prix des marchandises qui s'effondrent leur laissent un espace budgétaire limité pour soutenir leurs économies, protéger leurs emplois et consolider leurs systèmes de santé et de protection sociale.⁶



Les estimations de l'OIT selon lesquelles 38 % de la main d'oeuvre mondiale sont employés dans des secteurs qui font désormais face à un grave déclin et à un risque élevé de déplacement de la main d'œuvre. Cela représente 1,25 milliards de travailleurs.²

Le Fonds monétaire international (FMI) anticipe la pire crise économique depuis la Grande Dépression, estimant que plus de 170 pays vont connaître une croissance du revenu par habitant négative en 2020.³

Des décennies de recherches par des économistes féministes ont mis en lumière le fait que les crises n'étaient pas neutres du point de vue du genre.⁷ De nouveaux éléments probants sur l'impact du COVID-19 donnent à penser que cette fois-ci aussi, les femmes sont touchées différemment et d'une manière disproportionnée par rapport aux hommes. Comme l'a dit clairement le Secrétaire général des Nations Unies dans la [Synthèse politique concernant l'impact du COVID-19 sur les](#)

femmes. la pandémie creuse les inégalités déjà existantes et expose les vulnérabilités dans les systèmes sociaux, politiques et économiques qui amplifient son impact. Les mesures pour endiguer la propagation du virus auront sûrement des effets domino sur l'emploi et les moyens de subsistance des femmes ainsi que sur une économie des soins déjà endommagée. La nécessité de combiner des mesures de santé publique pour endiguer le virus avec des politiques économiques et sociales afin de permettre aux travailleurs et aux familles de garder

la tête hors de l'eau sont claires et urgentes. Pour éviter une aggravation des inégalités entre les sexes et d'autres inégalités, la réalité économique et productive des femmes, ainsi que leurs droits économiques et sociaux, doivent être au cœur des mesures immédiates ainsi que de plans à long terme en faveur de la relance économique et de la résilience, conformément à l'Agenda 2030 pour le développement durable et à la Déclaration de Beijing et au Programme d'action.

Pourquoi les femmes et les filles sont particulièrement touchées

Les ramifications économiques du COVID-19 ont été très importantes pour les femmes et les filles. Les inégalités existantes entre les sexes risquent de se creuser dans le sillage du COVID-19, surtout pour les femmes et les filles appartenant aux minorités ethniques, raciales et nationales qui sont déjà marginalisées.⁸ Sans une réponse intentionnellement adaptée aux inégalités entre les sexes, la crise du COVID-19 risque d'inverser toutes les avancées obtenues en faveur de la sécurité de revenu et de la protection sociale des femmes, entravant ainsi leur capacité à subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles.

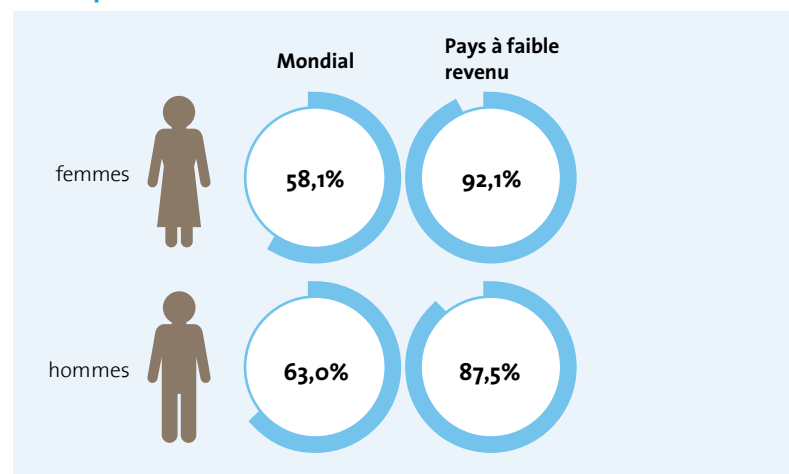
L'accès des femmes à un revenu est moins sûr. Les pandémies passées ont eu des effets durables et disproportionnels sur l'emploi et les moyens de subsistance des femmes. Pendant la crise d'Ebola en 2014, les restrictions à la mobilité et d'autres mesures de prévention ont gravement affecté les moyens de subsistance des femmes commerçantes en Afrique de l'Ouest.⁹ Les activités économiques des hommes ont retrouvé des niveaux d'avant la crise peu de temps après que ces mesures ont été levées, mais l'impact sur la sécurité économique des femmes a été beaucoup plus durable.¹⁰ On anticipe que la crise du COVID-19 aura un impact important sur les taux de chômage des femmes, notamment dans les économies les plus vulnérables.¹¹ Dans de nombreux pays, la première série de licenciements a été particulièrement grave dans le secteur des services, notamment de la vente au détail, de l'hôtellerie et du tourisme, où les femmes sont sur-représentées.¹² Les travailleurs à temps partiel et temporaires, dont la majorité sont également des femmes, devront subir des pertes d'emploi terribles en raison des effets du COVID-19 ; et, même dans les pays développés, elles n'ont souvent pas accès à des régimes de rétention de leur emploi, notamment un emploi à durée déterminée, le partage des emplois ou des allocations de chômage.¹³

Cela est particulièrement inquiétant étant donné qu'un nombre plus faible de femmes que celui des hommes ont accès au système bancaire pour faire des économies.¹⁴

La majorité des femmes employées —58 %—travaillent dans l'économie informelle avec peu ou aucune protection sociale.¹⁵

Cela signifie qu'elles ont moins d'« issues de secours » si elles perdent leur emploi en raison d'une maladie ou des mesures de confinement liées au COVID-19. La situation est particulièrement inquiétante dans les pays à faible revenu, où 92 % des femmes employées de manière informelle (par rapport à 87 % des hommes)¹⁶ et sur-représentées dans des activités particulièrement précaires : les travailleuses familiales (non payées) qui exercent dans des petites exploitations agricoles ou entreprises familiales, sur des marchés, les vendeuses de rues, les femmes qui travaillent à leur compte et à la maison ou exercent en tant qu'employées de maison. Pour gagner leur vie, ces travailleuses dépendent souvent

TABLEAU 1 :
Proportion d'emplois informels par rapport au nombre total d'emplois selon le sexe



Source: OIT 2018a

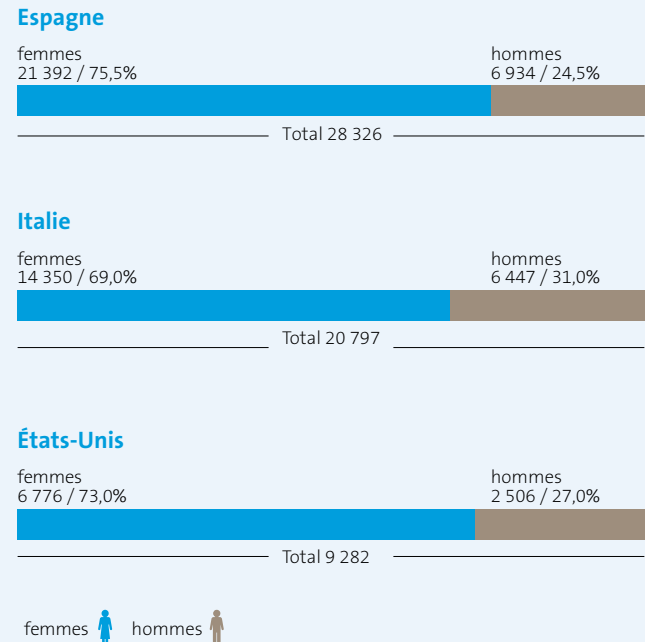
Note: Renvoie à l'emploi principal des travailleurs âgés de 15 ans et plus. Fondé sur l'analyse des bases de données micro de 119 pays (enquêtes sur la main d'œuvre nationale ou des enquêtes nationales semblables sur les foyers) représentent 90 % du nombre total d'emplois.

de l'espace public et des interactions sociales qui sont désormais restreintes afin d'endiguer la propagation de la pandémie. Etant donné que les ordonnances liées au COVID-19 demandant aux personnes de rester confinées augmentent, la violence contre les femmes et les filles, notamment la violence domestique, a grimpé en flèche (voir la synthèse politique d'ONU Femmes sur le [COVID-19 et la fin de la violence contre les femmes et les filles](#)). Sans mesures permettant de compenser leurs pertes de revenus, nombre de femmes auront des difficultés à respecter les couvre-feux et le confinement, prenant des risques personnels, et en faisant courir aux autres également, afin de nourrir leur famille.¹⁷

Les femmes représentent 70 % de la main d'œuvre du système de santé mondial.¹⁸ En tant que telles, elles sont en première ligne de la riposte au COVID-19, naviguant souvent dans des systèmes de santé mis à rude épreuve. Elles sont les soignantes familiales par défaut et la majorité des travailleurs des centres de santé communautaires mal payés ou non payés, nombre d'entre elles étant d'ailleurs actuellement en train de réaliser des interventions sans être protégées par l'équipement et les structures d'hygiène adaptés (voir le document politique d'ONU Femmes sur le COVID-19 et l'économie du soin). Les infections au COVID-19 contractées par les travailleurs du domaine de la santé sont deux fois plus importantes chez les femmes que chez les hommes dans certains pays. Par exemple, les femmes représentent près de 76 % des travailleurs des systèmes de santé infectés en Espagne, 69 % en Italie et 73 % aux États-Unis.¹⁹ Garantir la santé et la sécurité sur le lieu du travail de tous les travailleurs des systèmes de santé implique au minimum de fournir une protection adaptée pour empêcher la transmission du virus.

Les entreprises féminines sont particulièrement vulnérables aux chocs économiques. La fermeture des frontières liée au COVID-19 et les mesures de mobilité restreinte ont perturbé les marchés et les chaînes d'approvisionnement, et les entreprises appartenant à des femmes sont sur-représentées dans les secteurs durement touchés tels que le tourisme, le secteur hôtelier ainsi que les magasins de vente au détail et l'agri- et horticulture et les industries du textile et des vêtements. Les entreprises appartenant à des femmes tendent à dépendre davantage de l'auto-financement, ce qui accroît les risques de fermeture pendant les périodes prolongées pendant lesquelles elles ne perçoivent pas ou peu de revenu.²⁰ Les normes sexospécifiques discriminatoires inhibent les capacités des agricultrices, femmes entrepreneurs et employés à avoir accès à des institutions financières et à un financement. Alors que la réponse liée au COVID-19 et les mesures de relance sont déployées pour appuyer les entreprises, les petites et moyennes entreprises des femmes risquent d'être négligées, et le crédit essentiel à leur survie risque de demeurer hors de leur portée.

TABLEAU 2 :
Infections contractées par les travailleurs du domaine de la santé : Sélectionnez les pays



Source:

Calculs d'ONU Femmes basés sur les données du Ministère de la santé de l'Espagne, "Análisis Epidemiológico COVID-19." Dernières données disponibles le 30 avril 2020.

Calculs d'ONU Femmes basés sur les données de l'Institut supérieur de santé italien. « Report Bisettimanale ». Dernières données disponibles le 28 Avril 2020.

Le nombre de travailleurs du domaine de la santé infectés selon le sexe a été inféré en utilisant le nombre total de travailleurs du domaine de la santé infectés et le pourcentage de travailleurs du domaine de la santé infectés (hommes).

CDC (2020).

Le fossé numérique qui existe entre les sexes place les femmes et les filles dans une situation désavantageuse lorsque les services gouvernementaux et les entreprises se sont installés en ligne.

Les avancées technologiques offrent des opportunités importantes en faveur de l'inclusion économique des femmes,²¹ et la crise du COVID-19 a transformé les outils numériques en bouée de secours pour des millions de personnes. Il a néanmoins été prouvé que la population exclue du monde numérique court plus de risques d'être laissée à la traîne. Dans deux pays sur trois, il y a plus d'hommes que de femmes qui utilisent l'Internet ; le fossé entre les sexes s'agissant de l'utilisation d'Internet est passé de 11 % en 2013 à 17 % en 2019, atteignant 43 % dans les pays les moins développés.²² Là où des systèmes financiers numériques robustes et inclusifs sont en place, les femmes entrepreneurs peuvent les exploiter pour poursuivre leurs opérations grâce à des ventes en ligne et des paiements numériques²³ et les gouvernements

peuvent rapidement procéder à des transferts de fonds. Cela nécessite toutefois une connectivité mobile, des cartes d'identité gouvernementales et une infrastructure bancaire, qui font toujours défaut dans de nombreux pays. Par ailleurs, les normes sociales discriminatoires exacerbent les écarts hommes-femmes en termes d'accès et d'utilisation des outils numériques même lorsqu'ils sont disponibles.²⁴ Les femmes pauvres, qui ne possèdent pas les

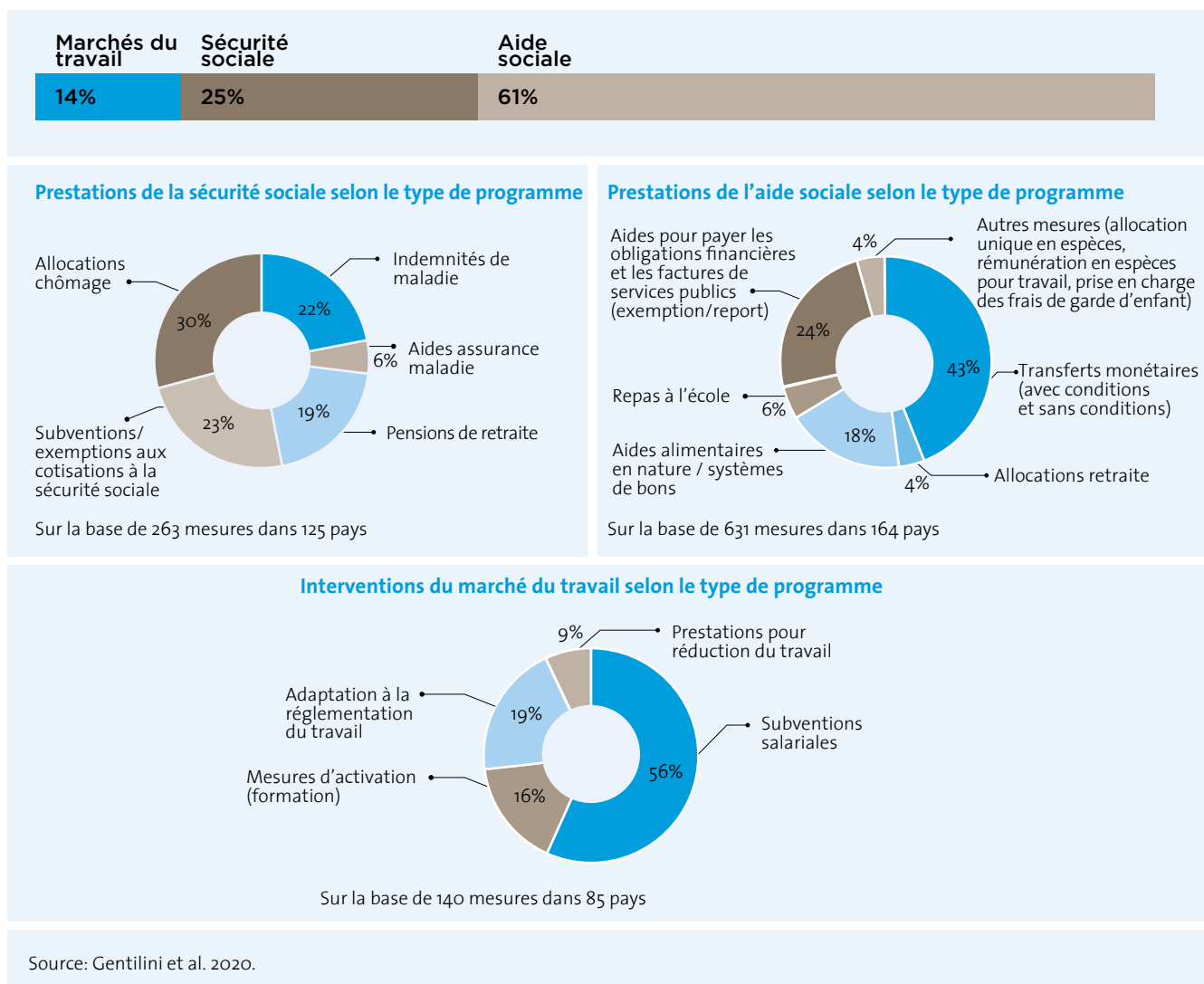
qualifications numériques ou les papiers d'identité nécessaires pour ouvrir un compte bancaire mobile et ne peuvent pas se permettre un dispositif ou un abonnement internet risquent de rester exclues d'un appui disponible en ligne.²⁵ (Voir la synthèse politique d'ONU Femmes sur la violence en ligne et [la violence contre les femmes et les filles facilitée par les TIC pendant le COVID-19.](#))

Comment promouvoir l'égalité des sexes dans le cadre de la réponse et de la relance

Le COVID-19 a mis en lumière les vulnérabilités des systèmes de santé et économique mondiaux. Les perspectives de relance dépendront de la rapidité avec laquelle le virus peut être endigué et si les réponses politiques économiques et sociales peuvent à

la fois prévenir les dégâts à long terme infligés aux économies, aux moyens de subsistance et aux capacités et de développer la résilience pour faire face aux chocs et crises futures. La réponse collective doit consister à ériger des économies durables et à

TABEAU 3 :
Composition de la réponse mondiale en matière de protection sociale



réduire les inégalités entre les pays et au sein des pays. Donner la priorité à des mesures permettant de garantir les droits économiques et sociaux fondamentaux n'a jamais été plus urgent.

De nombreux pays ont déjà pris des mesures inédites pour lutter contre les conséquences immédiates de la crise, proposant un accès à un dépistage et un traitement gratuits, renforçant la protection sociale, la sécurité alimentaire, l'allègement de la dette ou du crédit, des factures d'électricité ou des annulations de la dette ou des moratoires et des subventions ou des crédits à faibles intérêts aux entreprises, y compris les petites entreprises.²⁶ Le 23 juin 2020, au moins 152 pays ont mis en place une réponse budgétaire au COVID-19 dont la somme représentait environ US\$10,3 billions de dollars américains.²⁷ Au total, 195 pays et territoires ont introduit ou adapté des mesures de protection sociale et des plans d'emplois en réponse au COVID-19 avant le 20 juin 2020, de concert avec des programmes de transferts d'argent en espèces qui étaient le type principal d'interventions, suivis par des exonérations de paiement, une aide alimentaire, des congés maladie, des allocations chômage et des subventions de revenus.²⁸ Un examen initial de ces mesures indique que peu d'entre elles ont été conçues en tenant compte des inégalités entre les sexes et seulement une poignée d'entre elles comprennent des initiatives qui ciblent spécifiquement les

femmes. Étant donné que la réalisation de l'égalité des sexes est une condition préalable pour le développement durable, une réponse économique et des mesures de relance ne seront couronnées de succès que si elles s'attaquent aux inégalités entre les sexes et les réduisent.

Pour intervenir, accélérer la relance et renforcer la résilience à l'approche des prochaines crises, les gouvernements devront utiliser une large palette d'outils de politiques macroéconomiques. Au niveau national, des efforts doivent être déployés pour consolider l'« économie réelle » plutôt que les marchés financiers en se concentrant sur la réduction du chômage et la création d'emplois. Au niveau international, le FMI et les banques centrales doivent faire preuve de coordination pour aider à atténuer le taux de change et la fuite des capitaux dans les pays à faible revenu. Outre l'allègement de la dette à court terme, des mesures plus généreuses telles que l'annulation de la dette sont nécessaires si l'on veut que les pays à faible revenu se sortent de ce qui sera probablement une longue et sévère conjoncture économique. De telles mesures doivent être complétées par un assouplissement des règles de politique budgétaire pour octroyer plus de souplesse aux pays afin qu'ils donnent la priorité aux dépenses sociales et financer les politiques d'égalité des sexes tout en veillant à ce que la responsabilisation et d'autres garanties soient protégées.

Interventions immédiates

- 1. Élaborer une intervention économique et des mesures de relance sexospécifiques et évaluer leur impact sur les hommes et les femmes.** Les gouvernements doivent veiller à ce que les mesures visant à protéger l'emploi et à aider les entreprises à faire face à la crise bénéficient aux femmes. Cela comprend un appui ciblé aux secteurs et professions féminines, aux PME et aux entreprises dirigées par des femmes. Toutes les mesures de relance doivent faire l'objet d'une étude des disparités liées au sexe, et des systèmes doivent être mis en place pour suivre et surveiller les résultats grâce à des données ventilées par sexe. Une planification et un suivi participatifs doivent être promus, notamment via la participation des organisations de défense des droits des femmes et des organisations d'autres groupes touchés, y compris les femmes d'origines africaines, les femmes autochtones, les femmes rurales, les travailleuses migrantes, les jeunes et les lesbiennes, les homosexuelles, les bisexuelles, les transgenres et les intersexes (LGBTI).
- 2. Renforcer les systèmes de protection sociale pour couvrir toutes les travailleuses.** Pour atténuer les incidences des pertes d'emplois et compenser les revenus perdus, des prestations telles que l'assurance médicale, les congés payés et les congés

maternité, des pensions et des indemnités de chômage doivent bénéficier à toutes les femmes occupant des emplois formels et informels, y compris les travailleuses indépendantes, celles qui travaillent dans les entreprises familiales ou agricoles, les employées de maison et les migrantes (voir [la note d'orientation d'ONU Femmes sur les incidences du COVID-19 sur les travailleuses migrantes](#)). Les secteurs publics et privés doivent respecter les engagements qu'ils ont pris en faveur d'un emploi décent et de la protection sociale. El Salvador, par exemple, a demandé aux entreprises privées d'accorder 30 jours de congés payés à tous les travailleurs de plus de 60 ans, aux femmes enceintes et à celles qui ont des problèmes de santé. Le Burkina Faso propose des transferts en espèces aux travailleurs informels, notamment les vendeuses de fruits et de légumes.²⁹

- 3. Appuyer les secteurs durement touchés qui emploient un grand nombre de femmes.** L'Arménie propose notamment des transferts en espèces aux travailleurs formels dans les secteurs et entreprises considérés comme ayant été touchés par le COVID-19. Nombre d'entre eux disposent d'une main d'œuvre largement féminine, telle que le service hôtelier, la restauration collective, le tourisme, les salons de coiffure et

les instituts de beauté et la vente en détail.³⁰ Il convient de déployer davantage d'efforts pour toucher ceux qui occupent des emplois informels et précaires.

4. Appuyer les entreprises et les commerces dirigés par des femmes.

Les mesures de relance des PME doivent inclure les prêts subventionnés soutenus par l'Etat, les taxes, les reports de paiement de la sécurité sociale et les exemptions pour les entreprises et commerces dirigés par des femmes. La recherche montre que les exigences en matière de déblocage de crédits sont généralement plus efficaces quand il s'agit d'appuyer les femmes entrepreneurs.³¹ De manière plus générale, l'appui public aux entreprises en difficulté doit dépendre du respect par les entreprises de leurs engagements à l'égard des protections offertes aux travailleurs, notamment les congés payés ou le respect de la législation visant à empêcher les licenciements, comme en Espagne.³²

5. Veiller à ce que les processus d'achat et les programmes de travaux publics soient sensibles au genre pour acheter des produits alimentaires, des matières premières et de l'équipement de protection personnel et sanitaire sensibles au genre.

Afin que les entreprises dirigées par les femmes restent à flot, les processus d'achat doivent cibler les entreprises et les associations dirigées par les femmes. Dans les zones rurales, ces initiatives peuvent permettre d'appuyer les économies locales et de garantir des revenus aux agricultrices et aux travailleurs agricoles informels. En Argentine, les personnes qui travaillent à la maison (qui sont principalement des femmes) fabriquent des masques COVID-19 pour le marché local.³³ Un certain nombre de pays ont modifié les codes d'achats publics pour accélérer les achats par les gouvernements des articles essentiels, ouvrant ainsi des perspectives aux entreprises.³⁴ Le Chili accélère également les déboursements dans le cadre des contrats de marchés publics.³⁵

6. Promouvoir des modalités de travail souples pour faire face aux charges de travail accrues.

Des modalités de travail permettant de mieux répartir les tâches et des horaires de travail souples pourraient permettre aux pères et aux mères de s'adapter aux charges de travail accrues en raison de la fermeture des écoles et des crèches. Il est essentiel de mettre en place des structures d'accueil d'enfants en urgence pour les travailleurs qui doivent garder leurs enfants et ne peuvent pas travailler à distance. Aux Etats-Unis, l'Etat de New York propose des subventions en matière de garde d'enfants aux travailleurs essentiels, y compris les travailleurs

de la santé, les personnes travaillant dans les épiceries et commerces d'alimentation, dont les revenus sont en deçà du seuil de pauvreté fédéral.³⁶ Au Costa Rica, les garderies restent ouvertes pour les travailleurs qui ont besoin de travailler pendant que les mesures de confinement sont en place.³⁷

7. Réduire le fardeau financier assumé par les ménages et assurer la continuité des services essentiels tels que le logement, l'eau et l'électricité.

Un certain nombre de pays apportent un appui afin d'aider les ménages à s'acquitter de leurs obligations financières en cas de perte de revenus, y compris les reports de paiements des services publics essentiels tels que l'eau et l'électricité au Japon et au Liban, et en permettant aux locataires de payer des loyers plus faibles en Grèce, à Hong Kong et à Trinidad-et-Tobago. La Bolivie, la Colombie et la Hongrie ont annoncé des moratoires temporaires sur les dettes et les prêts, et les nouvelles évictions ont été suspendues en France, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis.³⁸

8. Exploiter les solutions numériques pour mettre en œuvre des réponses inclusives face aux crises.

Les gouvernements et les entreprises privées doivent exploiter les outils numériques pour apporter des solutions en ligne accessibles et souples qui réduisent les complexités administratives et aident les femmes à avoir accès à des prestations ou des nouveaux modèles commerciaux. En France, les villes et les dirigeants de petites entreprises ont créé des listes de commerces locaux pour faciliter les commandes en ligne et organiser les livraisons groupales des articles essentiels. Les systèmes de paiement des gouvernements aux personnes peuvent être utilisés pour permettre aux femmes un accès rapide, sûr et efficace aux fins des transferts en espèces urgents. Dans les pays où les systèmes bancaires mobiles sont embryonnaires, les enregistrements numériques et les processus de paiement doivent être conçus de manière simple afin de fournir des mécanismes sûrs et accessibles permettant de percevoir des prestations dans les commerces, via les distributeurs automatiques ou les banques. Les solutions biométriques utilisées pour les transferts en espèces dans les camps de réfugiés ou dans des pays tels que le Pakistan pourraient être élargies pour authentifier les transactions, notamment pour les femmes dotées de faibles compétences numériques et financières.³⁹ Là où il y a un fossé numérique important entre les hommes et les femmes, les gouvernements et le secteur privé peuvent contribuer au développement des capacités et des compétences des femmes.

Interventions à moyen ou court terme en faveur de la relance et de la résilience économiques

Etant donné que la majorité des économies dans le monde font affaire les unes avec les autres, l'interruption soudaine des activités de production et les pertes de revenus qui en ont découlé exacerberont les inégalités, tant dans les pays qu'entre les pays ainsi qu'entre les femmes et les hommes. La solidarité internationale est essentielle en vue d'une relance mondiale. Il faudra que les pays développés et les organisations multilatérales déploient des efforts coordonnés pour appuyer les pays à faible revenu disposant de peu de fonds. Cela peut se traduire par une annulation importante de la dette, une augmentation de l'aide au développement à l'étranger et d'autres engagements bilatéraux.⁴⁰ Il convient aussi de saisir les opportunités pour reconstruire plus solide. Les pays qui investissent pour protéger les droits économiques et sociaux tendent à être plus résilients,⁴¹ et ces investissements sont nécessaires pour créer un environnement propice à l'égalité des sexes.

1. Investir dans les systèmes de soins et de protection sociale sensibles au genre.

Des sous-investissements historiques dans les systèmes de soins et de protection sociale ont affaibli les capacités des gouvernements nationaux pour protéger les personnes des impacts économiques de la pandémie. Les pays doivent donner la priorité aux investissements dans les systèmes de protection sociale universels sensibles au genre qui appuient la sécurité du revenu et augmenter la résilience des femmes aux chocs futurs. Des pays tels que l'Inde et le Kenya étaient en bonne position pour répondre à la crise avec des transferts d'espèces étant donné qu'ils avaient déjà installé l'infrastructure.⁴² En outre, les investissements dans les infrastructures de soins à long terme, notamment des services de soins et de garde d'enfants de qualité et abordables pour les personnes âgées et malades, sont nécessaires pour stimuler les efforts de relance économique sensibles au genre. Il a été démontré que l'accès à ces services accroît la capacité des femmes à réintégrer le marché du travail,⁴³ tout en créant également des emplois⁴⁴ et en améliorant le bien-être des ménages.

2. Apporter un appui budgétaire aux industries employant un grand nombre de femmes.

Adopter une approche basée sur l'égalité des sexes à l'égard des stratégies commerciales de relance développera la résilience face aux chocs futurs. Il sera nécessaire de fournir un appui budgétaire pour accélérer la relance dans le secteur de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme après les pires moments de l'épidémie, ce qui pourrait prendre la forme de réductions d'impôts à moyen terme pour les secteurs les plus durement touchés. Cela

encouragerait également les banques à élargir le crédit, en sachant que ces entreprises bénéficieront de revenus plus élevés une fois l'épidémie passée.⁴⁵ L'expérience montre que l'intégration de principes basés sur l'égalité des sexes dans les pratiques et la culture commerciales apporte des dividendes économiques et d'autres bénéfices.⁴⁶

3. Promouvoir l'accès des femmes à un emploi décent, y compris dans les secteurs dominés par les hommes.

Outre l'appui aux industries qui emploient davantage de travailleuses, les gouvernements pourraient soumettre l'appui budgétaire aux industries composées d'une main d'œuvre majoritairement masculine à la condition de l'amélioration de la représentation des femmes, y compris dans des secteurs tels que l'énergie renouvelable, l'ingénierie, la science et la technologie.⁴⁷ Les mesures à adopter pourraient inclure des formations, des politiques pour rendre les lieux de travail plus favorables aux femmes et y améliorer l'emploi des femmes.

4. Appliquer une perspective sexospécifique aux politiques commerciales.

Alors que les règles et accords commerciaux sont adaptés pour répondre à l'impact du COVID-19, les secteurs clefs où les femmes prédominent pourraient être protégés grâce à des exemptions temporaires, ce qui serait un moyen de stimuler la relance. Les gouvernements pourraient aussi envisager d'adopter des régimes commerciaux simplifiés, y compris pour les commerçantes qui traversent les frontières, pour rationaliser les exigences en matière de documentation et les formalités pour importer et exporter, et réduire considérablement les coûts de transaction, facilitant ainsi les capacités des femmes à développer leurs propres moyens de subsistance.⁴⁸

5. Continuer à investir dans l'éducation des filles.

Il est impératif de prévenir les perturbations dans l'acquisition des compétences et des connaissances dont les filles ont besoin pour obtenir des succès à long terme. La crise Ebola de 2014 a mis en lumière le fait que les filles pâtissaient de l'augmentation des responsabilités domestiques qui ont limité leur temps d'apprentissage et mis l'accent sur la génération de revenus qui ont amené les filles à quitter l'école.⁴⁹ Il importe de travailler avec les communautés, les professeurs et les jeunes à promouvoir des méthodes d'enseignement inclusives et à poursuivre les investissements dans l'apprentissage des filles et à atténuer l'impact du fossé numérique dans l'apprentissage virtuel.⁵⁰ Pendant les fermetures scolaires liées à Ebola, la Sierra Leone a mis

en place une programmation radio éducative. Malgré la mauvaise qualité et l'accès perturbé par l'absence de signaux, de radios et de batteries, les programmes ont permis aux enfants de poursuivre leur éducation.⁵¹

6. Analyser les budgets et les mesures de relances en adoptant une perspective sexospécifique. La budgétisation et les évaluations sensibles au genre permettent d'assurer que les femmes bénéficient d'une relance économique et ne pâtissent pas d'une autre vague de mesures d'austérité. Au Royaume-Uni suite à la récession de 2008, les femmes ont subi 86 % des coupes budgétaires,⁵² principalement du fait des réductions de prestations sociales et de l'augmentation des impôts directs.⁵³ Cela aurait pu être évité si le gouvernement avait procédé à une évaluation des incidences sexospécifiques dans le cadre d'une plus large analyse de la répartition.⁵⁴ Le cadre du Gouvernement écossais permettant d'évaluer les décisions liées au COVID-19 comprend des considérations sur leurs incidences sur l'égalité des sexes.⁵⁵

7. Appuyer le multilatéralisme et les approches coordonnées. La crise économique mondiale nécessite une réponse mondiale coordonnée. Des mesures de relance ont été annoncées pour appuyer les systèmes de santé et les économies, mais tous les pays ne sont pas à même d'y répondre. Dans de nombreux pays à faible revenu, le remboursement de la dette ont été plus élevés que les dépenses en matière de soins de santé.⁵⁶ Le G20 et le FMI ont suspendu les remboursements de la dette demandés aux pays les plus pauvres pour 2020.⁵⁷ Cette démarche et des efforts collectifs semblables, une APD ciblée,⁵⁸ sont nécessaires pour appuyer les pays en leur apportant les liquidités nécessaires afin de protéger les personnes des impacts économiques dévastateurs et atteindre les objectifs de développement durable (ODD). Comme l'a noté le Comité des Nations Unies des droits économiques, sociaux et culturels, « compte tenu du fait que certaines maladies sont facilement transmissibles au-delà des frontières de l'Etat... les Etats développés économiquement ont une responsabilité et un intérêt particuliers à aider les Etats pauvres en développement à cet égard. »⁵⁹

Les partenariats d'ONU Femmes en action

Investir dans l'autonomisation économique des femmes est indispensable à la réalisation des droits des femmes et à l'égalité des sexes et ouvre la voie vers l'éradication de la pauvreté et une croissance économique inclusive. Pour promouvoir la résilience des femmes contre le choc économique importants liés au COVID-19, ONU Femmes travaille avec ses partenaires pour veiller à ce que les mesures visant à appuyer la sécurité de revenu des femmes, un emploi décent et l'autonomie économique soient sur la liste des priorités dans le cadre de la réponse visant à lutter contre le COVID-19 et de la relance aux niveaux national, régional et mondial, conformément aux principes selon lesquels il ne faut laisser personne à la traîne.

Rendre visibles les incidences économiques différentielles sur les femmes pour formuler des réponses politiques

ONU Femmes présente une analyse de genre et des données ventilées par sexe pour informer les mesures et les politiques nationales liées au COVID-19. Son [Portail sur les chiffres concernant les femmes](#) rend disponibles ces données et interventions liées aux incidences du COVID-19 au moment où elles sont produites. Des évaluations rapides sur les incidences sur les femmes ont été réalisées en Chine, en Equateur, Géorgie, Jordanie, Libye, Palestine et Afrique du Sud pour évaluer les incidences économiques du COVID-19 sur les femmes employées dans les économies formelles et informelles, y compris les femmes entrepreneurs et les celles qui dirigent des PME. En partenariat avec les fournisseurs de téléphones cellulaires

du secteur privé, le Bureau régional d'ONU Femmes pour l'Asie-Pacifique a conçu et mis en œuvre une enquête rapide sur smartphone de plus d'1 million de personnes afin de saisir les incidences socio-économiques du COVID-19 sur la vie des femmes et des hommes.

Des programmes de relance économique sensibles au genre

ONU Femmes aide les gouvernements, y compris ceux d'Amérique latine et de la Caraïbe, de l'Afrique et de l'Asie-Pacifique, à élaborer des programmes de relance économique ciblés pour les femmes, les travailleurs informels et les jeunes travailleurs. ONU Femmes a également élaboré une matrice pour analyser les réponses sociales et économiques et les mesures de relance selon quatre dimensions : relance économique et économie du marché ; moyens de subsistance et protection sociale ; services publics et économie du soin ; et permettre aux cadres financiers de lever des ressources aux fins d'une relance et de secours sensibles au genre. En partenariat avec l'OIT, ONU Femmes réalise des évaluations rapides sur les incidences sexospécifiques, estimant les besoins en investissements publics dans les secteurs de la santé et de soins et en appuyant l'élaboration de mesures de relance sensibles au genre.

Plaidoyer en faveur de filets de protection sociale élargis pour les femmes et les ménages

ONU Femmes conseille les gouvernements quant aux mesures qui apportent un revenu aux femmes qui sont

disproportionnellement représentées dans les secteurs touchés par la quarantaine et les politiques de confinement liés au COVID-19, en élargissant notamment les programmes de transferts de fonds et en conseillant sur les conditions. ONU Femmes utilise le système bancaire mobile pour garantir aux femmes, y compris à celles qui travaillent dans des emplois informels, tant un accès qu'un contrôle de l'utilisation des fonds. En Jordanie, ONU Femmes travaille en partenariat avec le Programme alimentaire Mondial (PAM) pour procéder à des transferts directs en espèces dans les camps de réfugiés en utilisant la technologie « block chain ». ONU Femmes travaille aussi avec des gouvernements, des associations de défense des femmes et d'autres partenaires pour faciliter l'accès des femmes et leur sensibilisation aux initiatives gouvernementales en faisant face aux incidences économiques de la pandémie.

Achats sensibles au genre

Alors que le COVID-19 perturbe les chaînes d'approvisionnement et contraint les secteurs public et privé à diversifier leur base de prestataires, ONU Femmes préconise une augmentation des achats dans les secteurs gouvernementaux et privés en ciblant les entreprises dirigées par les femmes et en appuyant les femmes entrepreneurs pour accéder à de nouvelles offres d'achats. En Afrique du Sud, ONU Femmes promeut une base de données d'entreprises dirigées par des femmes qui fournissent des services essentiels demandés par les gouvernements. Au Mali, ONU Femmes achète des produits fabriqués par des entreprises et des coopératives dirigées par des femmes pour préparer des trousseaux de survie destinés aux personnes vulnérables. Au Sénégal, ONU Femmes appuie les financements gouvernementaux en faveur des transferts alimentaires des productrices de riz.

Appuyer la productivité des entreprises dirigées par des femmes

ONU Femmes appuie les gouvernements des Fidji, des îles Salomon et de Vanuatu pour maintenir la fonction cruciale des marchés et protéger les vendeurs et les clients. En Afrique du Sud, ONU Femmes travaille avec le gouvernement pour fournir des laissez-passer aux agricultrices afin de livrer des denrées alimentaires aux marchés pendant la période de distanciation physique. En Afrique de l'Ouest, ONU Femmes dispose d'un service de conseils pour assurer une nouvelle formation aux femmes dans le domaine de l'agriculture afin de fabriquer du savon et du gel hydroalcoolique pour les mains. Au Malawi et en Ouganda, elle fournit également du matériel sanitaire, pour l'hygiène et de protection pour freiner l'impact du COVID-19 dans les lieux où les agricultrices et d'autres travailleurs informels font du commerce.

Plaidoyer avec le secteur privé

ONU Femmes défend le secteur privé qu'elle appuie afin de garder à l'esprit ses responsabilités en matière d'égalité des sexes dans sa réponse face au COVID-19 dans ses relations avec les employés, les fournisseurs et les clients. Les Principes d'autonomisation des femmes, élaborés par ONU Femmes et le Pacte mondial des Nations Unies, sont utilisés en tant que cadre pour son plaidoyer dans le monde. ONU Femmes travaille en Turquie avec l'un des plus larges groupes industriels, employant 90 000 personnes, pour réaliser une évaluation de l'égalité des sexes telle qu'elle a été pratiquée dans la réponse des entreprises au COVID-19. ONU Femmes a également préparé des notes d'orientation et des webinaires pour mettre en commun les bons exemples des réponses sensibles au genre face au COVID-19 avec les entreprises et les femmes entrepreneurs.

Ce document a été écrit par Jade Cochran, Bobo Diallo, Seemin Qayum, Anuradha Seth (Section de l'autonomisation économique d'ONU Femmes) et Silke Staab (section de la recherche et des données d'ONU Femmes). Les données et les statistiques sont coordonnées par Ginette Azcona (section de la recherche et des données d'ONU Femmes) et l'édition par Tara Patricia Cookson (Ladysmith). Traduction par Nelly Jouan.

Ressources additionnelles

Ressources de l'ONU sur les incidences économiques du COVID-19 sur les femmes

ONU Femmes. (2020). [COVID-19 et égalité des sexes : exhorter le secteur privé à agir](#). Programme WE EMPOWER.

ONU Femmes. (2020). [Guidance for Action : Supporting SMEs to Ensure the Economic COVID-19 Recovery Is Gender-Responsive and Inclusive](#). Dossier sur l'action à mener. Bureau régional d'ONU Femmes pour l'Asie et le Pacifique, Bangkok.

ONU Femmes. (2020). [Guidance Note for Action : Gender-Sensitive Private Sector Response to COVID-19 for Accelerated and Inclusive Economic Recovery](#). Dossier sur l'action à mener. Bureau régional d'ONU Femmes pour l'Asie et le Pacifique, Bangkok.

ONU Femmes. (2020). [Faire face aux incidences de la pandémie de COVID-19 sur les travailleuses migrantes](#). Note d'orientation. ONU Femmes, New York.

ONU Femmes. (2020). [Le COVID-19 et l'économie du soin : Action immédiate et transformation structurelle en vue d'une relance sensible au genre](#). Document de politique générale. ONU Femmes, New York.

ONU Femmes. (2020). [Women as a Force for Accelerated and Inclusive Economic Recovery Post-COVID-19 in Asia-Pacific](#). Dossier sur l'action à mener. Bureau régional d'ONU Femmes pour l'Asie et le Pacifique, Bangkok.

ONU Femmes. (2020). [Women's Economic Empowerment and COVID-19 : A Snapshot of UN Women Response in the Arab States](#). In Focus, 13 avril. Bureau régional d'ONU Femmes pour les Etats arabes, Le Caire.

Organisation des Nations Unies (ONU). (2020). [Shared Responsibility, Global Solidarity : Responding to the Socio-Economic Impacts of COVID-19](#). Mars. ONU, New York.

ONU. (2020). [Document de politique générale : l'impact du COVID-19 sur les femmes](#). Avril. ONU, New York.

Ressources supplémentaire permettant d'évaluer les incidences économiques du COVID-19 sur les femmes

FMI (Fonds monétaire international). (2020). [Policy Responses to COVID-19: Policy Tracker](#).

Gentilini, U., M. Almenfi et P. Dale. (2020). [Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A Real-Time Review of Country Measures](#). Version 9, 15 mai.

WIEGO (Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing). (2020). [Impact of Public Health Measures on Informal Workers Livelihoods and Health](#). Avril.

Notas finales

1. OMS (2020).
2. OIT (2020).
3. Georgieva (2020).
4. Ghosh (2020).
5. Berglöf et Farrar (2020); Roubini (2020); Haussmann (2020).
6. CNUCED (2020).
7. Voir exemple, Antonopoulos (2009); Elson (2002); Ghosh (2010); Seguino (2010).
8. Gould et Wilson (2020); Groupe chargé du budget des femmes et al. (2020).
9. Sirleaf Market Women's Fund (2012).
10. Korkoyah et Wreh (2015).
11. Durant et Coke-Hamilton (2020).
12. OIT 2020.
13. Jeschke et Jespen (2011); Alon et al. (2020).
14. Hendriks (2019).
15. OIT (2018a).
16. Ibid.
17. Alfery (2020).
18. Boniol et al. (2019).
19. ONU Femmes (2020).
20. OCDE (2019).
21. ONU Femmes (2019a).
22. UIT (2019).
23. ONU Femmes (2019b).
24. GSMA (2019).
25. Gelb et al. (2020).
26. Gentilini et al. (2020); FMI (2020a).
27. Conclusions préliminaires de l'analyse des données de Hale et al. (2020).
28. Gentilini et al. (2020).
29. Ibid.
30. Ibid.
31. OIT (2018b).
32. Loi 8/2020 du Décret royal, 17 mars 2020.
33. WIEGO (2020).
34. Italie, Mexique, Pakistan, Portugal, Viet Nam et Zimbabwe, à partir du 17 avril 2020, selon le FMI (2020a).
35. Ibid.
36. Bureau des Services des enfants et des familles de l'Etat de New York (2020).
37. Gentilini et al. (2020).
38. Ibid.
39. ONU Femmes (2019b); Nice-Matin (2020); Gouvernement du Pakistan (2020).
40. CNUCED (2020).
41. ONU (2020).
42. Jerving (2020).
43. Blau et Currie (2004); Clark et al. (2019); Del Boca (2015).
44. De Henau et al. (2019).
45. Odendahl et Springford (2020).
46. IFC (2017).
47. Elson (2010); Commission de la condition de la femme de l'Etat de Hawaï, Département des services humains (2020).
48. Hartzenberg 2020.
49. Plan International (2015).
50. Giannini et Albrechtsen (2020).
51. Powers et Azzi-Huck (2016).
52. Keen et Cracknell (2017).
53. Groupe chargé du budget des femmes (2016).
54. Pour une évaluation de l'organisation de la réponse au COVID-19, Groupe chargé du budget des femmes (2020).
55. Gouvernement écossais (2020).
56. Munevar (2020).
57. G20 (2020); IMF (2020b).
58. CNUCED (2020).
59. Comité des droits économiques, sociaux et culturels, 2000, para. 40.

Références

- Alfers, L. (2020). [Pandemic: Informal Workers Urgently Need Income Replacement — and More Protections](#). WIEGO (Women in the Informal Economy: Globalizing and Organizing), 23 mars.
- Alon, T.A., M. Doepke, J. Olmstead-Rumsey et M. Tertilt. (2020). [The Impact of COVID-19 on Gender Equality](#). Document de travail 26947. National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Antonopoulos, R. (2009). The Current Economic and Financial Crisis: A Gender Perspective. Série no. 562 des documents de travail. Levy Economics Institute of Bard College, Annandale-on-Hudson, NY.
- Berglöf, E. et J. Farrar. (2020). [The Covid 19 Pandemic: A Letter to G20 leaders](#). VOX: Portail politique CPRE. Centre pour la recherche et la politique économiques, 26 mars.
- Blau, D.M. et J. Currie. (2004). Preschool, Day Care, and Afterschool Care: Who's Minding the Kids. NBER Document de travail 10670. Bureau national de la recherche économique, Cambridge, MA.
- Boniol, M., M. Mclsaac, L. Xu et al. (2019). Gender Equity in the Health Workforce: Analysis of 104 Countries. Document de travail 1 sur la main d'oeuvre sanitaire. Organisation mondiale de la santé, Genève, Mars.
- Bureau des services des enfants et de la famille de l'État de New York. (2020). [Governor Cuomo Announces \\$30 Million in Child Care Scholarships for Essential Workers](#). 23 April.
- CDC (Centre pour le contrôle et la prévention de la maladie). (2020). Characteristics of Health Care Personnel with Covid-19 – United States, February 12-April 9, 2020. *Rapport hebdomadaire sur la morbidité et la mortalité 2020* 69 : 477-481.
- Clark, S., C.W. Kabiru, S. Laszio et S. Mathuri. (2019). The Impact of Childcare on Poor Urban Women's Economic Empowerment in Africa. *Demography* 56: 1247-1272.
- CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement). (2020). [The Covid-19 Shock to Developing Countries: Towards a 'Whatever It Takes' Programme for the Two-thirds of the World's Population Being Left Behind](#). Mars.
- Comité des droits économiques, sociaux et culturels. (2000). General Comment No. 14: The Right to the Highest Attainable Standard of Health (Art. 12). E/C.12/2000/4.
- Commission de la condition de la femme de l'État de Hawaï, Département des services humains (2020). [Building Bridges, Not Walking on Backs: A Feminist Economic Recovery Plan for COVID-19](#). Hawaï'i, 14 avril.
- De Henau, J., D. Budlender, F. Filgueira et al. (2019). [Investing in Free Universal Childcare in South Africa, Turkey and Uruguay: A Comparative Analysis of Costs, Short-term Employment Effects and Fiscal Revenue](#). Série no. 28 des documents de discussion. ONU Femmes, New York.
- Del Boca, D. (2015). The Impact of Child Care Costs and Availability on Mothers' Labor Supply. ImPROVE Document de travail no. 15/05. Centre pour la politique sociale Herman Deleeck, Université d'Anvers.
- Durant, I. et P. Coke-Hamilton. (2020). [COVID-19 Requires Gender-Equal Responses to Save Economies](#). CNUCED (Conférence des Nations sur le commerce et le développement), Genève, 1er avril.
- Elson, D. (2002). International Financial Architecture: A View from the Kitchen. *Femina Politica: Zeitschrift für Feministische Politikwissenschaft* 11(1): 26-37.
- _____. (2010). Gender and the Global Economic Crisis in Developing Countries: A Framework for Analysis. *Gender & Development* 18(2): 201-212.
- FMI (Fonds monétaire international). (2020a). [IMF Executive Board Approves Immediate Debt Relief for 25 Countries](#). Communiqué de presse no. 20/151, 13 avril.
- _____. (2020b). [Policy Responses to COVID-19: Policy Tracker](#). Site internet.
- G20. (2020). [Communiqué: G20 Finance Ministers and Central Bank Governors Meeting](#). 15 avril.
- Gelb, A., A. Mukherjee et K. Navis. (2020). [Citizens and States: How Can Digital ID and Payments Improve State Capacity and Effectiveness?](#) Washington, DC : Centre pour le développement mondial.
- Gentilini, U., M. Almenfi et P. Dale. (2020). [Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A Real-Time Review of Country Measures](#).
- Georgieva, K. (2020). [Confronting the Crisis: Priorities for the Global Economy](#). Déclaration du Directeur exécutif, Fonds monétaire international (FMI), 9 avril.
- Ghosh, J. (2010). Financial Crisis and the Impact on Women. *Development* 53 : 381-385.
- _____. (2020). [The COVID 19 Debt Deluge](#). Project Syndicate, 16 mars.
- Giannini, S. et A.-B. Albrechtsen. (2020). [COVID-19 School Closures around the World Will Hit Girls Hardest](#). UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) et Plan International, 31 mars.
- Gould, E. et V. Wilson. (2020). [Black Workers Face Two of the Most Lethal Preexisting Conditions for Coronavirus—Racism and Economic Inequality](#). Institut d'économie politique, juin.
- Gouvernement du Pakistan. (2020). [Ehsaas Emergency Cash Pakistan](#).
- Gouvernement écossais. (2020). [Coronavirus \(COVID-19\): Framework for Decision Making](#). 23 avril.
- Groupe chargé du budget des femmes. (2016). [The Impact on Women of the 2016 Budget](#).
- _____. (2020). [Crises Collide: Women and Covid-19](#). Avril.
- _____, et al. (2020). [BAME Women and Covid-19 – Research Evidence](#). Juin.
- GSMA. (2019). [Connected Women: The Mobile Gender Gap Report 2019](#). London: GSMA.

- Hale, T., S. Webster, A. Petherick, T. Phillips et B. Kira. (2020). [Oxford COVID-19 Government Response Tracker](#). Blavatnik School of Government, Université d'Oxford.
- Hartzenberg, T. (2020). [COVID-19 in Africa: Some Reflections on Trade Matters](#). Nouvelles sur le commerce pour le développement, Cadre intégré consolidé, 9 avril.
- Hausmann, R. (2020). [Flattening the COVID 19 Curve in Developing Countries](#). Project Syndicate, 24 mars.
- Hendriks, S. (2019). Banking on the Future of Women: Digital Financial Services Are Cutting out the Middleman to Equalize Opportunity. *Finance & Development* 56(1): 24-25.
- IFC (International Finance Corporation). (2017). [Investing in Women: New Evidence for the Business Case](#). Washington, DC: IFC.
- Jerving, S. (2020). [Cash Transfers Lead the Social Assistance Response](#). DEVEX, 14 avril.
- Jeschke, J. et M. Jespen. (2011). The Economic Crisis: Challenge or Opportunity for Gender Equality in Social Policy Outcomes? A Comparison of Denmark, Germany and the UK. Document de travail 2011.04. Institut du commerce de l'Union européenne, Bruxelles.
- Keen, R. et R. Cracknell. (2017). [Estimating the Gender Impact of Tax and Benefits Change](#). Document d'information n°. SNo6758 de la bibliothèque de la Chambre des Communes, 18 décembre.
- Korkoyah Jr., D.T. et F.F. Wreh. (2015). Ebola Impact Revealed: An Assessment of the Differing Impact of the Outbreak on Women and Men in Liberia" ONU Femmes, Oxfam, Ministère libérien du genre, des enfants et de la protection sociale, juillet.
- Munevar, D. (2020). [COVID-19 and Debt in the Global South: Protecting the Most Vulnerable in Times of Crisis](#). Eurodad, 26 mars.
- Nice-Matin. (2020). [Coronavirus : à Cannes, les commerçants font de la résistance en créant une plateforme de livraisons](#). 19 mars.
- OCDE (Organisation pour la coopération économique et le développement)/Union européenne. (2019). [The Missing Entrepreneurs 2019: Policies for Inclusive Entrepreneurship](#). Paris : Publication de l'OCDE.
- Odendahl, C. et J. Springford. (2020). [Bold Policies Needed to Counter the Coronavirus Recession](#). Centre for European Reform, 10 mars 2020.
- OIT (Organisation internationale du travail). (2018a). [Women and Men in the Informal Economy](#). Genève : OIT.
- _____. (2018b). [Entrepreneurship Development Interventions for Women Entrepreneurs: An Update on What Works](#). Document no. 7, janvier.
- _____. (2020). [ILO Monitor: COVID-19 and the World of Work. Second Edition – Updated Estimates and Analysis](#). 7 avril.
- OMS (Organisation mondiale de la santé). (2020). [Coronavirus Disease \(COVID-19\) Situation Dashboard](#). 3 Mai.
- ONU Femmes (Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes). (2019a). [Innovation for Gender Equality](#). Brochure. ONU Femmes, New York.
- _____. (2019b). [Leveraging Digital Finance for Gender Equality and Women's Empowerment](#). Document de travail. ONU Femmes, New York.
- _____. (2020). [COVID-19: Emerging Gender Data and Why It Matters](#). Site Internet sur les chiffres concernant les femmes.
- ONU. (2020). [COVID-19 and Human Rights: We Are All in This Together](#). Avril.
- Plan International. (2015). [Ebola Beyond the Health Emergency](#) Working, Royaume Uni : Plan International.
- Powers, S. et K. Azzi-Huck. (2016). [The Impact of Ebola on Education in Sierra Leone](#). Blogs de la Banque mondiale, 4 mai.
- Roubini, N. (2020). [A Greater Depression?](#) Project Syndicate, 24 mars.
- Seguino, S. (2010). The Global Economic Crisis, Its Gender and Ethnic Implications, and Policy Responses. *Gender & Development* 18(2): 179-199.
- Sirleaf Market Women's Fund. (2012). 'God First, Second the Market': A Case Study of the Sirleaf Market Women's Fund of Liberia. Sirleaf Market Women's Fund, Monrovia et New York, juillet.
- UTI (Union des télécommunications internationale). (2019). [Measuring Digital Development: Facts and Figures 2019](#). Genève : UTI.
- WIEGO (Women in the Informal Economy: Globalizing and Organizing). (2020). [Impact of Public Health Measures on Informal Workers' Livelihoods: Rapid Assessment](#). Avril.